

LA DÉLINQUANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE S'AMPLIFIE

Près de quatre mille milliards
de centimes de pertes

La délinquance économique et financière engendre des pertes conséquentes pour le Trésor public qui s'élèvent à près de 4 000 milliards de centimes. Un montant qui est loin pourtant de refléter la réalité. D'autant que la complicité, la négligence, l'indélicatesse et le manque de sens civique des agents publics, la faiblesse, voire la défaillance chronique des systèmes de contrôle, l'esprit d'affairisme aveugle sont prégnants.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des contrebandiers auraient payé des terroristes pour commettre des attentats contre les services de sécurité et exercer librement leurs activités illicites. Ce qui pourrait expliquer l'assassinat, l'année dernière, de treize douaniers et autres actes criminels. Un lien éventuel qu'un chargé d'études au niveau de la direction du contentieux à la direction générale des Douanes nationales, Hamdi Abderrahmane, a rappelé, hier, au centre de presse d'El Moudjahid, lors d'une table ronde consacrée à la délinquance économique et financière. Pour autant, la connexion entre le terrorisme et la contrebande n'est pas établie clairement, selon un responsable de la police judiciaire à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Mostefaoui Abdelkader. Certes, des contrebandiers ont versé dans le terrorisme mais, de l'avis personnel de ce commissaire principal, les terroristes gênent les contrebandiers et, de surcroît, divergent de motivations. Une contrebande qui prend de l'ampleur et touche tous les produits sensibles (cheptels, carburants, tabac, stupéfiants...). Selon ce chargé d'études, 10 978 infractions économiques et financières ont

été commises en 2006 dont 3 195 cas de contrebande. En 2004, ces infractions représentaient 9 228 infractions dont 2 500 cas de contrebande. Tout en soulignant l'existence de difficultés dans le recouvrement de l'amende prévue par les dispositions de l'ordonnance 05-06 relative à la lutte contre la contrebande, ainsi que le manque de moyens. A ce propos, Abderrahmane Hamdi a indiqué un montant de 55,5 milliards de dinars d'amendes encourues en 2006. Evoquant la contrefaçon, une sous-directrice à la Direction générale des Douanes, Fadéla Ghodbane, a indiqué que 1,5 million d'articles contrefaits ont été saisis en 2007 contre plus de 43 000 articles en 2003.

En fait, selon des estimations approximatives de la direction générale des Douanes, les pertes causées par la délinquance économique atteignent le chiffre faramineux de 30 milliards de dinars. Expliquant cette délinquance économique et financière, le commissaire principal Mostefaoui a indiqué qu'elle est le fait d'agents publics mais aussi de tiers. Cette délinquance se traduit dans le premier cas par la conclusion de marchés publics en violation de la réglementation, l'exonération

illégal de taxes et impôts, les détournements et dilapidation de deniers publics... Commise par des tiers, elle se traduit par la fausse déclaration de valeur, les escroqueries, le blanchiment d'argent... Selon la DGSN, 3 000 affaires d'infractions économiques et financières, causant un préjudice financier pour le Trésor public de l'ordre de 7 milliards de dinars, ont été recensées. Un montant de 3 milliards de dinars a été détourné au niveau des banques et de la poste, tel que constaté par les brigades spécialisées de la DGSN. Cette délinquance économique et financière persiste dans le temps et affecte de manière néfaste les fondements de l'économie et de la société. Et ce, en dépit de l'arsenal juridique, logistique, opérationnel et répressif réactualisé et des moyens de détection mis en place. Une délinquance qui engendre des pertes conséquentes pour le Trésor public et préjudiciables à l'économie nationale et la société qui s'élèvent à près de 4 000 milliards de centimes.

Un montant qui est loin pourtant de refléter la réalité. D'autant que la complicité, la négligence, l'indélicatesse et le manque de sens civique des agents publics, la faiblesse, voire la défaillance chronique des systèmes de contrôle, l'esprit d'affairisme aveugle sont prégnants. De même que la corrélation ambiante ainsi que la faiblesse du facteur éducatif, l'absence de déontologie. D'où la nécessité de réprimer mais aussi de sensibiliser, instaurer une certaine morale, rendre

les systèmes de contrôle plus efficaces. Voir changer de mentalités et renforcer la coordination entre les divers intervenants, en aval et en amont, dans la sphère économique, commerciale et financière, ainsi qu'en ce qui concerne la coopération internationale et la collecte des renseignements.

C. B.

CONDITIONS DE SÉCURITÉ

DANS LES CHANTIERS

DE TRAVAUX PUBLICS

Bientôt
une circulaire
ministérielle

Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a une nouvelle fois menacé de sanctionner les entreprises nationales qui ne respectent pas les règles de sécurité et de propreté au niveau des chantiers dont ils ont la charge. Au cours d'une visite d'inspection effectuée, hier, le long du tracé de la deuxième rocade sud d'Alger, le ministre a indiqué que son département va émettre dans un délai d'une à deux semaines, une circulaire ministérielle qui fixera aux entreprises nationales intervenant sur les projets relevant de son secteur les conditions et les mesures à prendre en vue d'améliorer «la sécurité, la gestion et l'organisation des chantiers». Faute de quoi, «elles seront sommées de payer des pénalités». Visiblement séduit par l'exemple du groupement luso-espagnol, OHL-Teixeira Duarte, en charge du projet de la deuxième rocade sud d'Alger, Amar Ghoul a exhorté les entreprises nationales des travaux publics à faire de même en matière de gestion des chantiers en offrant de meilleures conditions de travail, notamment en ce qui concerne les volets sécurité, propreté et finition avant réception. «Nos entreprises doivent élever leur niveau, car on ne peut pas compter éternellement sur l'expérience et le savoir-faire des étrangers», rappelle Amar Ghoul. Il convient de noter, par ailleurs, que la deuxième rocade sud d'Alger, pour laquelle une autorisation de programme de 41,80 milliards de dinars a été accordée, devra relier à terme Zéralda dans la wilaya d'Alger à Boudouaou (Boumerdès) sur une longueur totale de 61,1 km. Cette nouvelle autoroute comprendra 62 ouvrages d'art dont 3 viaducs. Elle traversera le territoire de trois wilayas, à savoir Alger (33 km), Blida (8 km) et Boumerdès (20 km), et assurera des liaisons avec la nouvelle ville de Sidi-Abdellah, la zone industrielle de Rouiba ainsi que l'aéroport international d'Alger.

La livraison est prévue pour juillet 2008. Tout en appelant les entreprises en charge de ce projet à redoubler d'efforts pour respecter ce délai, d'autant plus que «le couloir a été ouvert à 97%», insiste le premier responsable du secteur des travaux publics. La deuxième rocade sud d'Alger, qui enregistre un taux d'avancement global de 70%, devra supporter, dès sa mise en service, 65% du trafic automobile concentré actuellement sur la première rocade Ben-Aknoun Dar-El-Beïda. Sur le tracé de cette autoroute, 250 familles ont été logées et entre 300 à 400 autres ont été indemnisées dans le cadre des opérations d'expropriation.

Lotfi Mérad

CESSION DES AGENCES ENDIMED

Le CPA et l'Ansej s'impliquent
dans le processus

Sur les 1 200 pharmacies Endimed mises sur le marché, seules 200 ont été privatisées depuis 1998. Pour encourager la reprise de ces agences, le CPA financera 80% du prix de cession et pour les jeunes pharmaciens qui ne disposent pas des 20% restants, ils pourraient bénéficier du dispositif Ansej.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - L'Entreprise nationale de distribution au détail de médicaments (Endimed) est décidée à poursuivre la cession des 1 200 agences à travers tout le territoire national.

Un processus engagé maintenant depuis plusieurs années mais qui se heurte, à chaque fois, à des contraintes car, seulement, 200 agences ont été cédées jusqu'à présent.

Outre l'assise juridique, le problème de financement constitue le handicap majeur. Il a fallu alors trouver une solution auprès des banques pour faciliter aux jeunes pharmaciens l'acquisition de ces officines.

Plusieurs banques nationales ont été saisies par cette offre, selon des sources proches à la direction générale, mais c'est le Crédit populaire algérien (CPA), qui a décidé de s'impliquer pour régler le problème de ces agences en octroyant un crédit à hauteur de 80% du prix de l'agence au jeune demandeur avec un taux d'intérêt négociable selon l'échéancier de remboursement. Pour les 20% restants, les pharmaciens peu-

vent bénéficier encore de l'appui de l'Agence nationale de crédit pour jeunes (Ansej).

Ces deux mesures faciliteront sans aucun doute le processus de cession qui se fera par lot, selon le P-dg de l'Endimed qui ne manquera aucune occasion pour rappeler la politique de son entreprise portant sur la cession des actifs de toutes les officines pharmaceutiques.

Son entreprise s'est attelée «en 2002, à assainir sur le plan juridique les titres de propriété. Une opération qui s'est achevée dans de bonnes conditions», dira M. Ammour, précisant que la mise en vente va se poursuivre jusqu'à la cession totale de toutes les officines.

Par ailleurs, il est à rappeler que l'opération de cession des agences Endimed avait suscité dans le passé de vives réactions des pharmaciens.

Al'ancien cahier des charges fixant les clauses et les conditions générales de cession par voie d'adjudication des agences pharmaceutiques publiques relevant de l'EPE Endimed SPA a été critiqué car il stipulait que les salariés de l'entreprise pour-

raient se constituer en sociétés commerciales et soumissionner pour l'achat des agences et qu'en cas d'égalité de l'offre faite par rapport à celle d'un pharmacien, l'avantage serait accordé au groupe de salariés.

La réglementation en vigueur ne permet pas l'exploitation à titre privé d'une officine par un groupe d'individus même si celui-ci est constitué uniquement de pharmaciens.

Le diplôme de pharmacien ne donne le droit à l'exploitation qu'à une seule officine et à l'exercice d'une seule activité en relation avec la profession : l'exercice de la pharmacie est régi par le code de la santé (loi sanitaire 85-05 du 16 février 1985 en vigueur) et par le code de déontologie médicale. Ainsi, la loi ne permet sous aucune forme l'association d'individus dans l'exploitation d'une officine et la considère même comme exercice illégal puni par le droit pénal.

Ce cahier des charges a été corrigé pour permettre la reprise du processus de privatisation mais les problèmes ne manquent pas, selon les pharmaciens, car l'ordonnance modifiant et complétant la loi 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé propose une série d'amendements visant, entre autres, l'élargissement des formes juridiques d'exploitation des officines pharmaceutiques.

En d'autres termes : édicter de nouvelles normes d'implantation aux officines pharmaceutiques ou aux services médicaux spécialisés en fonction de la population.

L'amendement en question, selon des spécialistes, permettra le regroupement de plus de deux pharmacies lorsque les conditions locales le requièrent, et ce, quelle que soit la taille de la commune considérée.

I. T.

PRÉCISION

Les informations parues dans votre quotidien du 20/02/2008 à la page 3 sont totalement fausses et dénuées de tout fondement.

Cette désinformation, judicieusement orchestrée dès mon départ en congé légal, avait pour but de créer un climat de suspicion.

Cet article porte un très grand préjudice à mon dévouement sans réserve à Algérie Poste, à mon honneur ainsi qu'à mon intérêt.

Le directeur financier d'Algérie Poste